



AGENCE DE MISE EN VALEUR DE LA FORÊT PRIVÉE

Cet organisme de concertation à but non lucratif a pour mandat d'orienter et de développer la mise en valeur la forêt privée régionale, et ce, dans une perspective de développement durable. En région, deux Agences couvre le territoire, celle de Chaudière et celle des Appalaches. Le conseil d'administration d'une Agence est composé de représentants du monde municipal, des producteurs forestiers, des titulaires de permis d'exploitation d'usine de transformation et du ministère des Ressources naturelles. L'Agence élabore, met en œuvre et assure le suivi du Plan de protection et de mise en valeur de la forêt privée (PPMV) et offre un soutien technique et financier à la protection et à la mise en valeur de la forêt privée par l'entremise du Programme d'aide à la mise en valeur des forêts privées. Le PPMV vise à établir et instaurer des règles de gestion forestière durable à l'échelle du territoire de régional. Les objectifs, les stratégies et le plan d'action du PPMV s'appuient sur les problématiques forestières régionales tout en respectant le développement durable. La conservation de la biodiversité est un aspect essentiel de la gestion durable des forêts et l'Agence veille à la protection et la conservation des écosystèmes forestiers exceptionnels, des habitats fauniques, des milieux riverains et des milieux sensibles.

www.amvap.ca
www.arfpc.ca

MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ (MRC) ET MUNICIPALITÉS

Les MRC et les municipalités ont la responsabilité de planifier l'aménagement de leur territoire. Elles orientent les objectifs d'aménagement et établissent les normes concernant l'abattage d'arbres, entre autres. Les MRC et municipalités sont partenaires des Agences de mise en valeur de la forêt privée et représentent les intérêts sociaux et économiques dans le développement de la forêt privée. Le développement des collectivités rurales en accord avec la gestion durable des forêts est la responsabilité des MRC et municipalités. Le schéma d'aménagement est l'outil de planification de l'aménagement du territoire d'une MRC; c'est un outil de connaissance, de concertation, de planification et de mise en œuvre. Le schéma d'aménagement comprend les grandes affectations du territoire, les périmètres d'urbanisation, les zones de contraintes, les territoires d'intérêt et bien d'autres éléments. Les orientations en vue de favoriser l'aménagement durable de la forêt privée sont un élément du schéma d'aménagement. Les municipalités doivent donc décider du sort de leur territoire forestier afin de concilier le mieux possible le développement économique, la gestion durable des forêts, la préservation du patrimoine, le développement des activités récréatives en forêt et le développement de l'agroforesterie.

SYNDICAT DES PRODUCTEURS DE BOIS

Les syndicats ont comme objectif de travailler aux problèmes relatifs à la production, à la vente et la mise en marché du bois des producteurs estriens. Dès les années 1980, la plupart des objectifs des années étaient atteints : un prix équitable, une rationalisation du transport, l'élimination des intermédiaires et une mise en marché ordonnée. Les syndicats sont gestionnaires du plan conjoint entre les producteurs de bois de la région. Le plan conjoint s'apparente à une entente établie dans l'intérêt des producteurs; il permet de fixer des conditions de production et de mise en marché des produits issus de la forêt privée. Le plan conjoint permet de négocier collectivement les conditions de mise en marché des produits et d'en régler les modalités. De plus, les syndicats offrent des formations et des séances d'informations à ses membres, ils s'occupent de la certification forestière et environnementale dans la région, de l'enregistrement des producteurs forestiers, d'aménagement forestier, de sylviculture, de politiques forestières, de lois et règlements, etc. Les syndicats veillent à ce que la possibilité forestière soit respectée en tout temps par ses membres. Ils négocient les conditions de vente du bois et les modalités de transport et ils organisent les livraisons, le paiement du bois et des frais de transport. En somme, le mandat des syndicats est de représenter et de défendre les intérêts de ses producteurs auprès des industriels forestiers, des gouvernements et d'autres intervenants.

DOMTAR

Cette compagnie agit à plusieurs niveaux en foresterie. Domtar possède des territoires en Estrie et ailleurs où elle fait de l'exploitation et de l'aménagement forestier. Elle est également titulaire de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier pour l'exploitation en territoire public. Domtar possède des scieries, des usines de pâtes et papiers, des usines de seconde transformation et des usines de produits d'ingénierie en Estrie et ailleurs au Canada. Elle met sur le marché plus de 80 sortes de papiers différents, plus d'une dizaine de produits de pâte et six catégories de produits du bois. Certaines forêts appartenant ou gérées par Domtar ont obtenues la certification FSC et la compagnie a comme objectif de certifier l'ensemble de ses forêts à la norme FSC sous peu; elle a donc le souci de la santé et de la dynamique naturelle des écosystèmes forestiers. Comme toute entreprise publique, Domtar vise à faire des profits pour répondre aux attentes de ses actionnaires. La compagnie doit répondre aux besoins des consommateurs et du marché avec des prix des plus compétitifs tout en gérant les exploitations forestières et la transformation du bois à des prix les plus bas possible.

www.domtar.com



GROUPEMENTS FORESTIERS

Les groupements forestiers permettent aux propriétaires forestiers de surmonter des difficultés quant à la protection, l'aménagement et la mise en valeur de leur boisé. Le fonctionnement des groupements ressemble à celui d'une coopérative où l'on doit payer une part sociale pour être membre. Les groupements forestiers consistent en un regroupement de propriétés forestières, ce qui résout le problème de morcellement des terres tout en garantissant aux propriétaires l'entière jouissance de leur droit de propriété. La mission des groupements forestiers est 1) de protéger et d'aménager intensivement les ressources forestières qui leur sont confiées dans une optique de développement durable et 2) de favoriser le développement économique des régions par la création d'emplois, la valorisation et l'enrichissement du patrimoine forestier. Les groupements forestiers emploient des ingénieurs forestiers, des biologistes, des techniciens forestiers et des ouvriers sylvicoles. Les interventions des groupements augmentent la qualité et la valeur des biens et services que le propriétaire forestier produit. Les groupements forestiers défendent les intérêts de leurs membres en toute question forestière et mettent en valeur les ressources forestières de leurs membres de diverses façons. Les services offerts aux propriétaires touchent la planification et la gestion des boisés, l'exécution des travaux (traitements sylvicoles, aménagement faunique, prêt d'équipements) et la commercialisation (mise en valeur, forfaits récréatifs, etc.). En fait, les groupements forestiers offrent toute la gamme de services nécessaires à la mise en valeur des ressources forestières selon les besoins particuliers de chaque propriétaire.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES (MRN)

Le MRN est responsable de l'aménagement des forêts et de la gestion des ressources naturelles. Le MRN doit gérer la forêt et le territoire de façon à assurer la pérennité et la productivité des ressources forestières. Le MRN veille à maximiser les retombées socioéconomiques de l'aménagement de la forêt et le développement de l'industrie forestière. Il œuvre également à la modernisation de la gestion forestière, l'aménagement durable des forêts, la protection du milieu forestier, la transformation du bois et la recherche et le développement. La Loi sur les forêts du MRN régit la production acéricole, les redevances forestières, le mesurage du bois récolté, les normes d'intervention, les permis d'exploitation d'usines de transformation, les inventaires forestiers, etc. Certaines entités, dont les groupes écologistes, reprochent au MRN d'être trop « de pair » avec l'industrie forestière, ce qui, selon eux, fait en sorte que les décisions sont prises en tenant compte de l'industrie et de l'économie plutôt que de la forêt en tant qu'écosystème naturel. Ainsi, le ministère a décidé en 2008 de modifier son régime forestier au vu des nouvelles découvertes scientifiques. Une fois complètement instauré, en 2013, ce nouveau régime considèrera la forêt comme un tout. Les nouvelles règles demanderont de considérer la faune, la flore, le sol et toutes leurs composantes avant d'effectuer une coupe forestière. Aussi, les droits de coupe sur le territoire public accordé aux compagnies privées devront être renouvelés aux 5 ans et pourront être retirés dans un cas de non-respect des règles.

www.mrn.gouv.qc.ca

PROPRIÉTAIRES FORESTIERS

On compte environ 24 300 propriétaires forestiers en Chaudière-Appalaches et plus de 8 300 d'entre eux agissent comme producteurs forestiers. La majorité des propriétaires possèdent de petites superficies (< 100 hectares). L'âge moyen des propriétaires est de plus de 50 ans. Environ 80 % des propriétaires sont actifs dans leur boisé, mais ils ne constituent pas un groupe homogène au niveau de leur objectif et leur niveau d'activité. Certains sont pratiquement inactifs en terme d'aménagement forestier, ils vont utiliser leur forêt pour la récréation ou la récolte de bois de chauffage. D'autres vont plutôt aménager leur forêt pour la production de matière ligneuse dans le but d'en tirer une partie plus ou moins importante de leurs revenus. Ce que les propriétaires ont en commun, c'est un souci de la pérennité de leur forêt. Selon un sondage réalisé en 2012, la grande majorité des propriétaires de boisés de Chaudière-Appalaches et des autres régions québécoises croient qu'il est possible d'aménager une forêt tout en protégeant le milieu naturel et ils espèrent transmettre leur forêt en héritage.

CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT

Le *Conseil régional de l'environnement de la Chaudière-Appalaches* (CRECA) est un organisme non gouvernemental à but non lucratif qui regroupe des intervenants en milieu environnemental de la région de la Chaudière-Appalaches. Son mandat est de favoriser et de promouvoir des stratégies d'actions concertées en vue d'apporter des solutions aux problèmes environnementaux et participer au développement d'une vision globale du développement durable de la région par de la sensibilisation, de la formation, de l'éducation et d'autres types d'actions. Pour ce faire, il favorise les échanges et la collaboration entre les organismes, institutions et groupes en lien avec l'environnement. Il les aide dans leurs projets environnementaux par le biais de formations, d'information et d'outils communautaires. Aussi, il peut servir d'interlocuteur et de guide dans les questions environnementales.

www.creca.qc.ca



Un modèle d'utilisation multiresources de la forêt : les systèmes agroforestiers de la coopérative *La Clé des Champs de St-Camille*

PAR KAREN ANN PAGE ET
JONATHAN BOLDUC, biologistes



Le territoire de l'Estrie est, à l'état naturel, caractérisé par des écosystèmes forestiers riches. Les peuplements forestiers matures sont dominés par des feuillus nobles au bois dur (érables, frênes, bouleau jaune, tilleul, noyers, hêtre, cerisier tardif) à croissance lente et de longue durée de vie. Originellement, on y retrouvait également des chênes et des pins blancs, essences qui ont pratiquement disparu de nos forêts naturelles à cause de la récolte intensive. En sous-bois de ces forêts poussent des plantes herbacées vivaces adaptées à la croissance à l'ombre et à l'absence de compétition pour les nutriments. Ces plantes dont la croissance est très lente et dont le système de reproduction est peu efficace ne peuvent survivre que dans un environnement exempt de perturbations.

Cet environnement riche est certes favorable à l'utilisation de ses ressources pour combler nos besoins et pour alimenter l'économie. Cependant, la description de la dynamique naturelle de ces écosystèmes met en évidence leur vulnérabilité aux perturbations et donc leur susceptibilité à l'exploitation. Pour profiter un maximum de la richesse et de la diversité de nos forêts, il est nécessaire de travailler dans le respect des caractéristiques de notre environnement. Belle philosophie, mais qu'en est-il de la mise en pratique?

La coopérative de solidarité La Clé des Champs de St-Camille, dont les membres avaient justement le désir de mettre en valeur les richesses de nos sous-bois, a entrepris en 2004 une démarche vers l'instauration de systèmes agroforestiers dans la région de la MRC des Sources (d'Asbestos). Nous avons eu vent d'un intérêt grandissant pour les produits forestiers non ligneux (PFNL) comme voie de diversification

des revenus dans les milieux ruraux et avons décidé de nous y engager. Avant de fournir des détails sur notre projet, voici d'abord quelques éclaircissements sur l'agroforesterie et sur les PFNL.

LES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX (PFNL)

Dans un contexte de mise en marché, on nomme produits forestiers non ligneux tout produit provenant de la forêt autre que le bois ayant une valeur marchande. On les classe habituellement en cinq catégories distinctes, soit : les produits naturels de santé, les produits alimentaires, les produits pharmaceutiques, les produits d'ornements et, enfin, les produits industriels. On obtient des PFNL de deux façons : la cueillette sauvage, et la culture en milieu forestier de produits qui s'y trouvent naturellement, mais en quantité insuffisante pour être sujettes à une cueillette commerciale.

Nous connaissons plusieurs exemples de cueillette sauvage qui constituent une activité économique importante au Québec : les petits fruits sauvages consommés frais ou transformés en confitures, gelées et alcools, notamment les bleuets sauvages du Saguenay Lac-Saint-Jean et la chicoutai de la Côte-Nord, les branches d'if du Canada desquelles les grandes compagnies pharmaceutiques extraient un composé médicinal unique, les branches de conifère pour la fabrication de couronnes de Noël, les crosses de violon (jeunes frondes d'une espèce de fougère) qui sont consommées comme légume au printemps, la résine de sapin, la récolte de différentes parties d'arbres ou de plantes de sous-bois pour la fabrication d'huiles essentielles, etc. À l'échelle du Canada, la cueillette de champignons forestiers est une activité extrêmement lucrative.

Les exemples de cultures en sous-bois sont moins fréquents. La collecte de la sève d'érable se classe dans cette catégorie vu l'aménagement de la forêt effectué pour favoriser une récolte de sève maximale. On assiste également depuis peu à un certain intérêt pour la culture de plantes médicinales en sous-bois. La tentative la plus fréquente est la culture de ginseng (*Panax quiquefolius*). Aux États-Unis et en Ontario, la culture de ginseng et d'hydraste (*Hydrastis canadensis*) en sous-bois est plus développée et des productions sont déjà en fonction. D'autres plantes possèdent un potentiel de culture en érablière et un intérêt économique, qui restent tous deux à explorer et exploiter.

L'AGROFORESTERIE

L'agroforesterie implique l'association d'au moins deux productions, dont l'une est la matière ligneuse. Dans ce cas-ci, nous associons la culture de PFNL avec l'aménagement forestier de façon à ce que les deux cultures soient compatibles. L'aménagement des peuplements feuillus consiste habituellement à favoriser la croissance des arbres sains en retirant les arbres gênants et malsains. Les arbres sains récoltés à maturité laissent place à une relève déjà bien établie, puisque favorisée. Tant que le peuplement en croissance offre un couvert suffisant et un sol forestier propice aux plantes sélectionnées, il est possible d'y cultiver des plantes de sous-bois. La seule restriction particulière à l'agroforesterie en sous-bois consiste à protéger le couvert forestier adéquat au-dessus des parcelles de cultures. On devra, par exemple, attendre quelques années de plus avant de récolter un arbre mature, afin de permettre à la culture sous-jacente d'atteindre maturité et d'être récoltée.



SANGUINAIRE



GINSENG

PRÉSENTATION DE LA COOPÉRATIVE

La Clé des Champs de St-Camille est une coopérative de solidarité offrant des produits et services aux producteurs agricoles et forestiers, ainsi qu'aux citoyens de sa région. Sa mission est de renforcer la diversification agricole tout en favorisant le retour à la prise en charge de la transformation et de la commercialisation de nos matières premières. La Clé des Champs a comme principal mandat d'exploiter une entreprise en vue de fournir du travail à ses membres ainsi que des biens et services à ses membres utilisateurs dans le domaine du développement agroalimentaire et forestier.

AVANTAGE DE LA COOPÉRATION DANS LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGROFORESTERIE

L'utilisation de la formule coopérative se démarque au niveau de l'instauration de systèmes agroforestiers, car, sans cette structure, les propriétaires privés n'auraient pas les moyens techniques ni le savoir-faire pour accomplir une telle initiative. La coopérative met donc à la disposition du propriétaire de la main-d'œuvre formée et qualifiée qui pourra l'appuyer dans le processus de production. L'aspect coopératif concerne également le partage des expertises, des ressources et des équipements prévus pour l'exploitation des produits. Enfin, le regroupement coopératif comporte de nets avantages lorsqu'il s'agit de percer un marché nouveau ou difficilement accessible. Il permet aux producteurs de regrouper ressources et volonté afin d'accéder à une place sur le marché, en facilitant entre autres la prise en charge de la transformation et de la commercialisation.

UNE PREMIÈRE ANNÉE PROMETTEUSE

En 2005, le ralliement de nos membres et de plusieurs partenaires apportant support financier et technique a permis à notre coopérative d'acquérir des connaissances et de l'expertise dans les domaines de l'agroforesterie, des PFNL et des plantes médicinales. La première phase exploratoire du projet nous a permis de rassembler 11 membres intéressés à l'agroforesterie, de cibler 6 espèces de plantes médicinales adaptées aux conditions écologiques de notre région ainsi que des sites propices à l'aménagement de parcelles agroforestières. D'un commun accord, les travailleurs et les membres ont même entrepris d'aménager des parcelles d'essai pour 3 de ces plantes à l'automne 2005. Ceci permettra non seulement d'identifier lesquelles ont un meilleur potentiel écologique dans notre milieu, mais permettra également aux membres de vérifier si cette culture leur convient. Nous avons en outre entamé un volet de réintroduction d'essences nobles en implantant de façon expérimentale plus de 10 000 glands de 2 espèces de chênes sur les propriétés de plus d'une vingtaine de membres et non membres. Deux éléments importants se dégagent des résultats de cette première année : 1) l'ouverture pour le moins impressionnante dans la population pour l'agroforesterie nous indique que l'intérêt n'est pas un facteur limitant dans la mise en place de notre système coopératif, et 2) les connaissances et l'expertise doivent être mis à l'essai afin de les adapter aux réalités locales, tant écologiques que sociales.

LE FUTUR DE L'AGROFORESTERIE DANS NOTRE RÉGION

Cette année, nous prévoyons aménager d'autres boisés chez de nouveaux membres intéressés à l'agroforesterie, ainsi qu'étendre les superficies cultivées chez les premiers producteurs. Grâce au partenariat établi avec Aménagement forestier coopératif de Wolfe et avec le Secrétariat aux coopératives, nous allons ajuster notre modèle coopératif de développement agroforestier afin d'optimiser les avantages écologiques et économiques tant sur le plan de la foresterie que de la production de PFNL. Nous désirons également sensibiliser davantage les différents groupes intéressés (propriétaires et groupements forestiers, relève agricole, potentiels utilisateurs de PFNL) sur les possibilités qu'offre l'agroforesterie en sous-bois, grâce à un partenariat avec le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD). Finalement, en janvier 2006, nous avons reçu les résultats d'une étude de marché commandée par la SADC de la MRC des Sources (d'Asbestos) qui nous permettra cette année de préparer les phases de transformation et de commercialisation de nos produits forestiers non ligneux.

Nous ne prétendons aucunement détenir la clé du développement durable des forêts. Nous reconnaissons que les contextes économique, politique et social compliquent la vision pourtant simple et logique de la protection et de l'utilisation judicieuse des richesses naturelles. Cependant, nous proposons des pistes qui mènent à la réflexion et qui prèchent l'utilisation respectueuse de la forêt par l'exemple.

RÉFÉRENCES

Sources : Karen Ann Page et Jonathan Bolduc, biologistes

Paru dans le Progrès Forestier, aout 2006

ACTEURS CONCERNÉS

AMFE, Corridor Appalachien, MRC et municipalités, MRNF, propriétaires forestiers

À DISCUTER

- Est-ce possible de développer et d'organiser la plantation, la cueillette et la mise en marché de plantes médicinales ou tout autre produit forestier non ligneux (PFNL)? Qu'est-ce que ça implique? Qui ça concerne? Qui s'en charge? etc. Il est à noter que la plupart des terres sont privées et que la plupart des propriétaires ne connaissent rien au PFNL.
- Discutez des bénéfices, des retombées économiques et sociales, des enjeux écologiques et des points forts et des points faibles du développement de ces marchés à l'échelle régionale.



La faune

LA DISPONIBILITÉ DES HABITATS

On remarque particulièrement une faible représentativité de certains types de peuplements ou de stades de développement, de nombreuses perturbations des cours d'eau, des milieux humides et des aulnaies, une destruction des héronnières et des coupes de conversion suivie de plantation de résineux qui entraînent à long terme une perte de nourriture et de biodiversité. La coupe de conversion systématique des friches et des « milieux forestiers improductifs » amène une perte d'habitat notamment pour la bécasse d'Amérique et le Tohi à flancs roux.

L'ABSENCE D'INFORMATION ET DE MESURES D'INCITATION POUR LES PROPRIÉTAIRES CONCERNANT L'AMÉNAGEMENT FAUNIQUE

Les propriétaires sont intéressés à mieux connaître les habitats fauniques qu'ils ont sur leur terrain et à les mettre en valeur. En effet, d'après un sondage effectué par le groupement forestier coopératif Saint-François, respectivement 81 % et 75 % des personnes ont signalé leur intérêt à acquérir des connaissances sur les habitats fauniques et à les mettre en valeur. Cependant, le manque d'information et de ressources techniques ou financières restreint l'implication des propriétaires dans l'aménagement faunique. En particulier, il y a :

- Un manque de connaissance sur les besoins en habitat des espèces fauniques.
- Un manque de connaissance sur les habitats et sur ce qu'il faut faire pour les préserver.
- Un manque d'information sur les techniques d'aménagement faunique.
- Un manque d'information sur les travaux sylvicoles qu'il est possible de réaliser sans nuire à l'habitat et/ou sur les mesures d'atténuation permettant d'amoindrir l'impact des travaux sylvicoles sur l'habitat.
- Un manque de support technique ou professionnel pour aider les propriétaires à réaliser des travaux de type forêt-faune.
- Un manque de mesures incitatives pour réaliser des aménagements fauniques.
- Un manque d'intérêt de la part des propriétaires à ouvrir leur propriété à des chasseurs ou à des villégiateurs : problème d'accessibilité, d'intrusion et de responsabilité civile.



Source : Lizerixt

LA PROBLÉMATIQUE DU CERF DE VIRGINIE

La forte densité du cerf de Virginie que l'Estrie connaît présentement crée une problématique importante qui se définit à trois niveaux : soit au niveau de l'exploitation de la ressource (organisation de la chasse), de la production agricole et forestière (broutage intensif et destructif) ainsi qu'à celui de la sécurité publique (accidents de la route).

L'ACCESSIBILITÉ À LA RESSOURCE ET SA GESTION

La gestion de la faune et de son accessibilité pose certaines difficultés en Estrie vu l'aspect majoritairement privé de la région (plus de 90 % du territoire). Le propriétaire foncier, l'usager de la faune et l'État vivent régulièrement des problèmes associés à la gestion de la ressource et à la pratique de la chasse, de la pêche et du piégeage. Le propriétaire subit parfois des dommages à sa production agricole ou forestière causés par la surabondance d'une espèce animale. Aussi, le vandalisme dont le propriétaire est parfois victime résulte souvent de la difficulté à contrôler l'accès à ses terres. D'un autre côté, l'usager de la faune peut avoir de la difficulté à trouver un répondant pour obtenir l'autorisation d'accéder au terrain privé. Ainsi, par l'exercice de leur droit de propriété, les propriétaires ont une influence sur la pratique des activités de chasse, de pêche et de piégeage et conséquemment sur la récolte faunique.

(Source : AGENCE DE MISE EN VALEUR DE LA FORÊT PRIVÉE DE L'ESTRIE. 2002. Plan de protection et de mise en valeur de la forêt privée de l'Estrie, 100p.)

ACTEURS CONCERNÉS

AMFE, Corridor Appalachien, Domtar, groupements forestiers, MRC et municipalités, MRNF, propriétaires forestiers

À DISCUTER

- Comment rendre l'aménagement faunique plus accessible, plus facile et plus tentant pour les propriétaires?
- Comment améliorer et augmenter la disponibilité et la qualité des habitats fauniques? Discuter en terme des aménagements forestiers qui pourraient être réalisés et encouragés en vue d'améliorer ces habitats.
- Propositions pour concilier et améliorer la relation entre les chasseurs, pêcheurs, piégeurs et les propriétaires de boisés afin de mieux planifier les activités de prélèvement de la faune dans le respect de tout



Certification forestière

De plus en plus de gens soucieux de la pérennité des écosystèmes forestiers exigent que les forêts soient gérées de manière responsable, c'est-à-dire avec un égard pour la nature et les communautés qui en dépendent. La certification forestière est un processus de vérification qui permet d'assurer aux consommateurs que les produits forestiers qu'ils achètent proviennent d'une forêt gérée selon des critères bien définis de développement durable.

La SNAP travaille de pair avec les communautés autochtones, les compagnies forestières, le gouvernement québécois et d'autres groupes de conservation pour promouvoir la certification forestière. Nous y voyons non seulement un outil essentiel pour assurer le maintien de la biodiversité et des écosystèmes, mais aussi un avantage compétitif pour l'industrie québécoise dans un marché qui évolue très rapidement dans ce sens.

Bien qu'il existe trois normes de certification forestière au Québec, (FSC, SFI, CSA) la SNAP et plusieurs autres groupes environnementaux favorisent celle développée par le Forest Stewardship Council (FSC). Entre autres, cette dernière est la seule à interdire explicitement l'utilisation des OGM sur le territoire forestier, ainsi que la conversion de forêts naturelles en plantations. Par ailleurs, elle intègre un principe de précaution en obligeant les gestionnaires à identifier et préserver des superficies forestières dites de haute valeur pour la conservation (HVC). Une étude comparative effectuée par ÉEM/Markets Initiative évoquait d'ailleurs ces éléments pour conclure que la norme FSC est supérieure à celles du SFI et du CSA lorsqu'il s'agit d'assurer la durabilité d'une forêt.

LA CERTIFICATION FSC

FSC a été fondé en 1993 suite à trois ans de consultation internationale auprès d'organismes environnementaux (incluant la SNAP), de représentants des populations autochtones, de l'industrie forestière, de professionnels en sylviculture et d'organismes de certification de produits forestiers de 25 pays. Au Québec, il a fallu attendre jusqu'en 2005 pour qu'une première forêt publique obtienne la certification FSC. Depuis ce jour, la popularité de la norme augmente très rapidement auprès des consommateurs (et donc de l'industrie), menant à ce que 4 475 644 hectares de forêts québécoises soient certifiés FSC (en date de mai 2007).

L'octroi d'une certification FSC sur un territoire forestier repose sur le respect de 10 principes directeurs, allant de la protection de la biodiversité au respect des communautés autochtones et des travailleurs forestiers. Ces principes sont par la suite adaptés aux réalités régionales, de sorte que le Québec compte effectivement deux normes FSC pour la gestion forestière : la norme boréale et celle de St-Laurent/Grands Lacs.

[...]





En faisant la promotion d'une meilleure foresterie, la SNAP et ses partenaires tentent de convaincre le gouvernement québécois d'adopter des normes favorisant la certification FSC. Alors que l'industrie forestière subit actuellement une crise majeure, il nous paraît d'autant plus important de s'assurer que les produits forestiers puissent déboucher sur le plus grand nombre de marchés possibles.

Le gouvernement doit donc reconnaître que les produits FSC ne représentent plus un marché « niche » limité, mais bien que ce marché prend de l'expansion de manière fulgurante. (Notons que le gouvernement lui-même aligne ses nouveaux projets de construction sur la norme de « bâtiments verts » LEED [Leadership in Energy and Environmental Design], qui octroie un crédit pour l'utilisation de bois certifié FSC!)

Dans un tel contexte, le rôle du gouvernement est de s'assurer que ses politiques forestières soient compatibles avec les principes de la certification FSC — notamment que l'aménagement écosystémique se retrouve au centre de la gestion forestière québécoise. Cependant, le Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) du Québec propose actuellement d'attribuer une proportion importante du territoire à des pratiques de sylviculture intensive — stratégie qui pourrait augmenter les volumes de récolte, certes, mais qui risque aussi de fermer des portes sur la possibilité que ces territoires puissent un jour jouir de la certification FSC.

(Source : SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA, Section Québec. www.snapqc.org/fr/work/fsc.php)

LA CERTIFICATION FORESTIÈRE

Le phénomène de la certification forestière a pris de l'ampleur et ne s'adresse plus uniquement aux forêts tropicales. Plusieurs systèmes se sont développés afin de répondre aux différents écosystèmes de la planète et aux différents contextes régionaux. Au Canada, les premiers systèmes de certification forestière sont d'abord apparus pour répondre aux nouvelles exigences environnementales et sociales auxquelles l'industrie forestière a été confrontée. Ainsi, ces systèmes visent principalement les forêts du domaine public de grandes superficies. Mais d'autres systèmes existent pouvant s'adapter mieux aux forêts privées de petite dimension, comme c'est le cas dans la région de l'Estrie.

[...]

Afin de faire face aux nouvelles réalités du marché, les propriétaires de petites forêts privées doivent donc prendre les devants et offrir dans un avenir proche des produits de qualité et certifiés. Parmi les principaux critères surveillés pour l'obtention de la certification forestière, il y a entre autres le respect des saines pratiques d'intervention, limitant ainsi les impacts négatifs sur l'environnement. Au Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie, le Programme d'entrepreneurs forestiers accrédités a été mis en place afin d'offrir aux propriétaires l'opportunité de faire affaire avec des professionnels de la forêt qui respecteront les saines pratiques d'intervention, tout en s'assurant de répondre aux objectifs d'aménagement fixés par le propriétaire dans son plan d'aménagement forestier. Le propriétaire intéressé à obtenir la certification forestière et désirant laisser l'exécution des travaux à un entrepreneur pourra donc recourir aux services d'un entrepreneur forestier accrédité et ainsi répondre de facto à plusieurs exigences menant à la certification de son lot.

[...]

En réponse à cette lacune, un nouveau système de certification forestière est présentement en développement. Il s'agit du Programme pancanadien de certification des forêts privées. Au Nouveau-Brunswick, où la problématique de la forêt privée est semblable à celle du Québec, ce système en est actuellement à sa phase de mise en œuvre. Le SPBE et d'autres syndicats du Québec, sous l'égide de la FPBQ, ont décidé d'adhérer au processus visant l'obtention pour leurs propriétaires forestiers de la certification forestière selon les principes et critères du Programme pancanadien de certification des forêts privées.

(Source : SYNDICAT DES PRODUCTEURS DE BOIS DE L'ESTRIE. www.spbestrie.qc.ca/fr/public/archives/Certif.For.pdf)

ACTEURS CONCERNÉS

Tous

À DISCUTER

- Pourquoi devrait-on encourager la certification des petites forêts privées de la région?
- Quels sont les avantages et les désavantages de la certification forestière pour chacun des acteurs?
- Comment devrait-on organiser la certification forestière en Estrie avec le Programme pancanadien de certification des forêts privées?



Un rôle écologique à considérer

PAR CHANTAL TURBIS

La valorisation de la biomasse forestière à des fins de production directe d'énergie ou de production de biocombustibles permet de réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Pour bénéficier des avantages liés à cette valorisation, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les pratiques d'utilisation de cette ressource doivent en assurer la durabilité.

Des chercheurs du Service canadien des forêts (SCF) de Ressources naturelles Canada étudient le rôle et l'utilisation des forêts dans la lutte au changement climatique. Les résultats des recherches confirment que la forêt et ses produits comportent un potentiel d'atténuation du changement climatique. Cet effet est d'autant plus important lorsque les produits forestiers remplacent des matières dont la fabrication est très énergivore (béton, acier, aluminium, plastiques, etc.) ou lorsqu'ils sont utilisés comme source d'énergie pour remplacer l'utilisation de combustibles fossiles.

Devant ces avantages, il importe de se demander s'il est réaliste de songer à récupérer toute la biomasse actuellement délaissée par l'industrie, soit les arbres ou parties d'arbres non utilisés, commerciaux ou non commerciaux, tout en maintenant des propriétés de l'écosystème comme la fertilité des sols et la productivité des forêts.

Le maintien de la capacité de production des sols à la suite d'un prélèvement intensif a fait l'objet d'une attention particulière de la part des chercheurs du SCF. La biomasse prélevée ne contient pas que du carbone. Laissée sur place, elle fournit aussi des éléments nutritifs indispensables à la croissance des végétaux. Certains sols supportent mal la récolte de la biomasse fine (branches et feuillage) riche en nutriments, alors que d'autres sites peuvent supporter une certaine récolte.

Le risque d'appauvrir les sols devant être considéré, les chercheurs canadiens, à l'instar de chercheurs européens et américains, développent actuellement des indicateurs de la sensibilité des sites à la récolte de biomasse forestière. En effet, plusieurs pays qui utilisent déjà beaucoup la biomasse forestière comme source d'énergie, ont déjà effectué une réflexion sur les enjeux de la productivité du sol et ont établi des recommandations pour encadrer la récolte. L'impact écologique d'une récolte intensive de biomasse est évalué et l'information recueillie permet la révision des pratiques.

Par exemple, en Suède, il est suggéré de laisser le feuillage sur place, sinon, une fertilisation devrait être effectuée. Sur les sites naturellement acides et les tourbières, la fertilisation devrait être systématique. En France, la sensibilité des sites serait déterminée en fonction de la texture du sol et du type d'humus.

Après avoir fait l'analyse de différents scénarios de récolte au Québec et vérifié les recommandations émises dans la Communauté européenne et aux États-Unis, les chercheurs du SCF en sont venus à la conclusion qu'il est nécessaire d'adapter la récolte de la biomasse en fonction du niveau de fertilité du site. L'utilisation de la texture du sol comme indicateur de la sensibilité d'un site à la récolte de biomasse constitue une option intéressante. Il s'agit d'un indicateur facile à évaluer sur le terrain. Toutefois, la grande diversité des sols et des conditions climatiques au Québec et même dans une région donnée de la province exige toutefois des indicateurs plus précis tenant compte d'une combinaison de





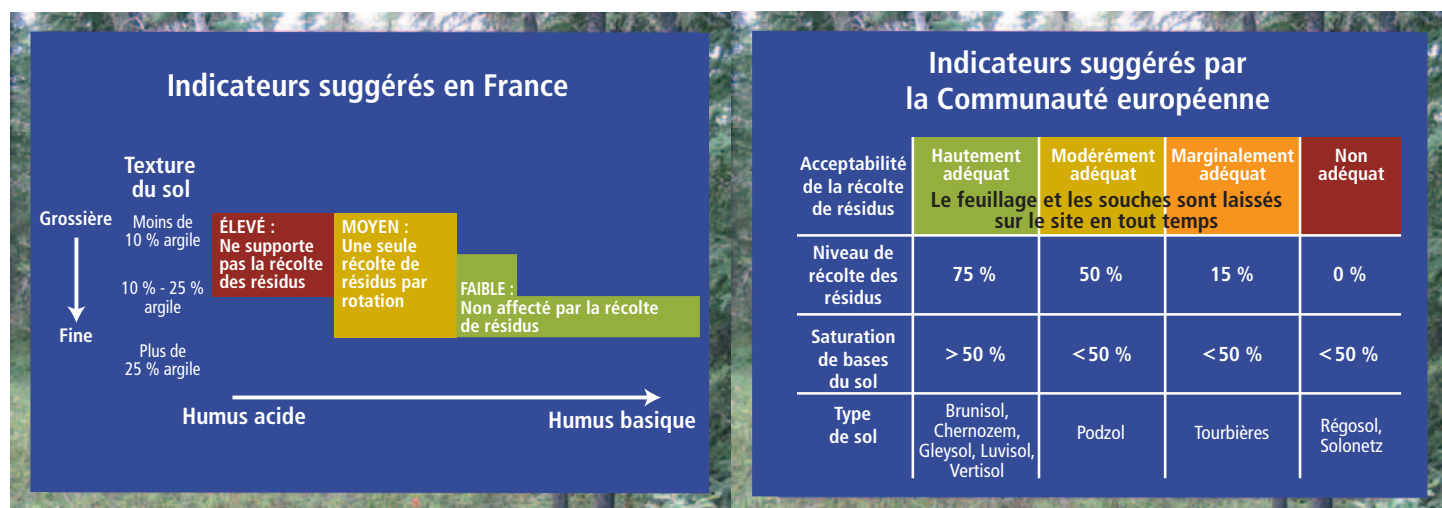
LA TEXTURE DU SOL : un détail qui compte!

La texture décrit le contenu d'un sol en sable, en limon et en argile. Différentes proportions de ces particules donnent aux sols différentes propriétés comme l'aération, et la rétention de l'eau et des éléments nutritifs.

facteurs, comme la texture, le type d'humus ou le pH du sol. Les chercheurs évaluent donc un indicateur basé sur la capacité du sol à fournir certains éléments nutritifs comme le potassium, le magnésium et le calcium.

PERSPECTIVES

Le Québec commence à mesurer pleinement le potentiel de la biomasse forestière. Les volumes et la qualité semblent présents et intéressent les promoteurs. Par ailleurs, même si les travaux de recherche démontrent que des zones grises existent encore en ce qui concerne la protection des sols, la production d'énergie à partir de cette ressource renouvelable constitue une option efficace et écologique lorsque certains principes de durabilité sont respectés.



RÉFÉRENCES

Source : Chantal Turbis
paru dans le Progrès forestier, aout 2008

ACTEURS CONCERNÉS

Tous

À DISCUTER

- Quels pourraient être les effets de la récolte de la biomasse forestière sur la faune de la forêt, les sols forestiers, la végétation forestière, etc.?
- Comment pourrions-nous concilier l'utilisation de la biomasse forestière à la protection de l'écosystème forestier?
- Devrions-nous exiger une analyse de chaque forêt avant de permettre à un propriétaire de récolter et vendre une partie ou l'intégralité de sa biomasse forestière? Quels devraient être les éléments à mesurer?



Approvisionnement : produire de la matière première par la **ligniculture**

PAR CHANTAL TURBIS

La récolte de la biomasse forestière provenant des résidus de coupe constitue depuis quelque temps un sujet d'actualité très populaire. Une autre source d'approvisionnement mérite aussi beaucoup d'intérêt : la biomasse issue de la ligniculture. Alors qu'en forêt, pour une utilisation traditionnelle comme le sciage, il faut ordinairement de 40 à 100 ans avant que les arbres ne deviennent intéressants commercialement, le temps d'attente varie habituellement de 3 à 25 ans dans les plantations aménagées pour la production de biomasse à des fins énergétiques. Ces plantations permettent de produire la biomasse près des endroits où l'énergie est requise. Des terres agricoles excédentaires ou marginales peuvent ainsi être valorisées, offrant une source de revenus supplémentaires aux propriétaires de ces terres.

Le Centre de foresterie des Laurentides du Service canadien des forêts coordonne un projet de recherche portant sur le développement de systèmes de reboisement et d'agroforesterie en courtes rotations à des fins de production d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre¹.

Ce projet national vise à améliorer nos connaissances et à développer de nouvelles technologies pour établir au Canada quelque 1,3 million d'hectares de systèmes de boisement et d'agroforesterie en courtes rotations d'ici 2025. Chaque année, ces cultures pourraient contribuer à produire 23 millions de tonnes de biomasses, à réduire de 30 mégatonnes les gaz à effet de serre et à produire 4,1 % de la consommation totale d'énergie au Canada.

Le projet comprend l'étude de quatre systèmes :

1. la culture intensive en courtes rotations du saule ou du peuplier hybride;
2. la plantation en blocs du peuplier hybride ou populiculture;
3. les systèmes de bandes de protection riveraines avec le saule;
4. la culture intercalaire avec le saule ou le peuplier hybride.

La culture intensive en courtes rotations constitue une forme relativement récente de ligniculture qui utilise des essences à croissance rapide comme le saule ou le peuplier hybride. Elle se caractérise par une haute densité de plantation (environ 18 000 boutures/ha), une récolte selon des cycles très courts (3 à 4 ans) et une forte densité de rejets de souche après coupe (50 000 à 80 000/ha). Différents clones peuvent être utilisés selon les caractéristiques recherchées et les conditions de culture. Les récoltes périodiques peuvent se poursuivre



**Culture intensive de saule en courtes rotations :
plantation prête à être récoltée.**

¹ Amorcé en 2005, ce projet est mené dans le cadre de deux initiatives du Réseau canadien d'innovation dans la biomasse de Ressources naturelles Canada : Technologie et Innovation (2005-2008) et écoÉNERGIE sur la technologie (2008-2011).



pendant environ 25 ans, avant de procéder à l'essouchement. Les rendements moyens varient de 10 à 15 tonnes sèches/ha/an².

Dans les systèmes de culture intercalaire avec le saule ou le peuplier hybride, des plantes herbacées agricoles (annuelles ou vivaces) sont intercalées entre des rangées d'arbres ou d'arbustes. Cette approche tire parti d'interactions écologiques positives entre les végétaux ligneux et herbacés, particulièrement en ce qui concerne l'utilisation des éléments nutritifs du sol et de la lumière.

Au Canada, des travaux de recherche sur les systèmes de bandes de protection riveraines avec le saule et les systèmes de culture intercalaire avec le saule ou le peuplier hybride sont en cours depuis environ cinq ans.

Le projet de recherche touche principalement les aspects suivants :

- sélectionner les meilleurs saules indigènes pour la culture intensive en courtes rotations;
- améliorer les systèmes de culture;
- développer la mécanisation de la récolte⁴;
- déterminer le potentiel de production d'énergie et de réduction des gaz à effet de serre⁴;
- évaluer la viabilité économique des systèmes;
- examiner les facteurs politiques et sociaux reliés au développement et à l'application de ces systèmes.

Plusieurs centres de recherche de Ressources naturelles Canada et d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) ainsi que l'Institut de recherche en biologie végétale (IRBV) participent à ces travaux. De plus, divers organismes provinciaux, le milieu universitaire, des partenaires de l'industrie et des propriétaires terriens apportent également une contribution importante au projet.

La populiculture utilise différents clones plantés à une densité d'environ 800 plants/ha. Les clones sont aussi sélectionnés selon les caractéristiques recherchées et les conditions de culture. La récolte finale a lieu après 15 à 20 ans et les rendements peuvent atteindre 10 à 12 tonnes sèches/ha/an³. Au Québec, ce type de culture fait l'objet de travaux de recherche depuis plus de 30 ans par la Direction de la recherche du ministère des Ressources natu-



Photo : J. Beaulieu, SCF

Plantation de peupliers hybrides.

relles et de la Faune du Québec.

Les systèmes de bandes de protection riveraines intègrent généralement des plantes herbacées et la plantation de saules. Ils sont aménagés à proximité d'un cours d'eau, afin d'intercepter la pollution diffuse (fertilisants, pesticides) provenant de l'eau souterraine peu profonde et de l'eau de surface et de diminuer l'érosion des berges. Ces systèmes sont généralement associés à l'agriculture. Il y a possibilité de récolte selon des cycles de 3 à 4 ans. Les bénéfices de la protection des bandes riveraines s'enrichissent ainsi de la production de biomasse.

RÉFÉRENCES

Source : Chantal Turbis
paru dans le Progrès forestier,
printemps 2009.

² 23 à 35 m³ non marchands/ha/an

³ 16 à 20 m³ marchands/ha/an

⁴ En raison des modalités de l'Initiative écoÉNERGIE sur la technologie, ces volets se poursuivent de 2008 à 2011 dans le cadre d'autres projets, en partenariat avec le Service canadien des forêts.



Photo : B. Schroeder, AAC

Saule de trois mois dans une bande de protection riveraine.

ACTEURS CONCERNÉS

Tous

À DISCUTER

- Il est suggéré de valoriser des terres marginales (terres n'ayant plus d'intérêt agricole, souvent des terres inappropriées à l'agriculture, des terres pauvres). Il est vrai que ces terres ont habituellement un potentiel sylvicole, c'est-à-dire qu'une forêt y poussera facilement. Toutefois, si nous y cultivons beaucoup d'arbres à croissance rapide et que nous utilisons la biomasse produite, n'allons-nous pas appauvrir encore plus les sols?
- Quel pourrait être la meilleure méthode pour recréer une forêt rapidement sur une terre agricole abandonnée? Est-ce qu'une plantation pourrait soutenir le même genre de biodiversité qu'une forêt naturelle? Quel est le temps nécessaire pour qu'une forêt naturelle se régénère d'elle-même versus une plantation? Une fois qu'une plantation a recréé une ombre au sol, ne pourrions-nous réintroduire de nouvelles essences végétales ou arboricoles?
- Est-ce que les plantations ont leur place en Estrie? Croyez-vous qu'il est nécessaire que toutes les forêts semblent naturelles?



L'arbre aux dollars

PAR DANIEL CHRÉTIEN

L'argent ne pousse pas dans les arbres, croyez-vous? Pas si certain. Pour nombre de propriétaires de terrains boisés privés, la forêt constitue un placement sûr : la croissance des revenus est directement proportionnelle à celle des arbres.

Ils sont 130 000 au Québec à posséder leur parcelle de forêt. Environ 40 000 d'entre eux récoltent le bois et le vendent, certains de façon régulière, d'autres pas. Si, pour la vaste majorité, la sylviculture demeure un loisir, pour d'autres, la vente d'arbres représente une importante part de leurs revenus.

C'est le cas pour Yvon Desrosiers, 56 ans. Ce passionné de la forêt a acheté son premier terrain boisé il y a plus de 30 ans. « Je travaille mes forêts comme on cultive un jardin, dit-il. Mais il faut que cela rapporte. » Aujourd'hui propriétaire de 545 hectares en Estrie, il tire environ 50 % de ses revenus de ses arbres, dont il prend le plus grand soin. Alléchant?

Yvon Desrosiers doit régulièrement faire l'inventaire de chaque hectare. Il doit nettoyer, aérer, récolter. Il doit aménager des chemins d'accès, s'occuper du drainage, gérer la rotation des coupes. Il doit négocier avec les acheteurs, embaucher du personnel. Bref, c'est du boulot.

En partant du principe que plus l'arbre est gros, plus il a de la valeur, on comprend que cette activité exige une patience à toute épreuve. « Il ne faut pas penser à un rendement de l'investissement avant au moins 25 ans », prévient l'ingénieur forestier Sylvain Rajotte, directeur général d'Aménagement forestier et agricole des Sommets, en Estrie. « Mais les revenus provenant de la vente des récoltes pourront servir à payer le fonds de terre [le sol sur lequel poussent les arbres], dont la valeur croît deux fois plus rapidement que celle de la forêt. »

Le ministère des Ressources naturelles et de la Faune donne aussi un coup de pouce aux petits producteurs privés, grâce au Programme d'intensification de la sylviculture, lancé il y a quatre ans. Ce programme consiste, entre autres, en un crédit pouvant équivaloir à 85 % des taxes municipales et scolaires payées sur le fonds de terre.

Pour être considérée comme propriétaire d'un terrain boisé au Québec, une personne doit posséder au moins quatre hectares de forêt, soit l'équivalent d'environ quatre terrains de football. Mais pour vivre de la vente des arbres, il faut posséder au moins 400 hectares. Cout d'achat ces années-ci : environ un million de dollars! « Une forêt privée, cela se bâtit avec les années, comme une ferme laitière », estime Sylvain Rajotte.

Et encore. Yvon Desrosiers ne considère pas que ses 545 hectares suffisent à lui assurer un gagne-pain décent. Les bonnes années, il peut vendre pour 90 000 dollars de bois. Une fois soustraits les

frais d'exploitation et de mise en marché, il reste autour de 30 000 dollars. Moins les paiements hypothécaires ainsi que les taxes municipales et scolaires. Il ne reste donc pas grand-chose. « Il faut une âme de missionnaire », dit Yvon Desrosiers.

Le reste de ses revenus proviennent des immeubles d'appartements qu'il possède en Estrie. Selon lui, le seul véritable moyen de vivre des fruits de la forêt est de la recevoir en héritage. « De cette façon, on n'aura à payer que pour l'entretien », dit-il.

Sylvain Robert, de Saint-Alexis-des-Monts, en Mauricie, a hérité des 40 hectares de forêt de son père, il y a quelques années. Et c'est sa passion pour le bois qui le pousse à y consacrer entre 12 et 15 heures chaque semaine. Car les revenus qu'il tire de la vente de ses arbres n'ont rien d'alléchant : environ 4 000 dollars par année. « Je fais ça pour m'amuser », dit ce grand mince aux cheveux noirs.

Heureusement, car cette année, les revenus seront encore moins élevés. C'est un désastre, estime ce bucheron de 50 ans. « Je ne suis pas capable de vendre mon bois », dit-il en regardant une pile de billots qui n'ont pas trouvé preneur.

La récession, la force du dollar et la chute de la demande de papier journal font mal aux petits producteurs privés. La demande de bois devrait diminuer de moitié en 2009 par rapport à la moyenne des dernières années, passant de huit-millions de mètres cubes à moins de trois-millions de mètres cubes. « Les propriétaires de forêt privée vivent actuellement des moments difficiles », dit Sylvain Rajotte. Mais c'est temporaire. « La foresterie est une industrie cyclique, et nous sommes dans un creux. »

Aux États-Unis, ils sont plus de neuf-millions à en vivre. Là-bas, c'est une affaire de gros sous. Selon Harry Haney, professeur de gestion forestière à la Virginia Polytechnic Institute and State University, aujourd'hui à la retraite, investir dans l'achat d'une forêt est un placement sûr. « La valeur de l'investissement peut augmenter de 8 % chaque année, souligne-t-il. Les placements qui offrent des rendements aussi élevés ne sont pas monnaie courante. »

La situation du Québec ne peut se comparer à celle des États-Unis. « On trouve, surtout dans les États du Sud, des forêts privées plus vastes, où poussent des arbres qui valent beaucoup plus cher, des feuillus de grande qualité, comme le chêne, le caryer et le noyer »,



Photo : Mattox



explique l'économiste forestier Luc Bouthillier, professeur au Département des sciences du bois et de la forêt, de l'Université Laval. « Et beaucoup de ces forêts ont été semées [lire : créées de toutes pièces] et sont cultivées. Le climat y est plus favorable, les arbres croissent plus vite, donc les forestiers récoltent plus souvent. »

D'autre part, dans le sud des États-Unis, 75 % du territoire forestier appartient au secteur privé. Le Québec ne compte que 11 % de forêts privées (et une sur dix appartient à l'industrie forestière). « Pour pouvoir vivre de la foresterie au Québec, une personne devrait être propriétaire d'une superficie énorme. Ce qui est quasi impossible, dit Luc Bouthillier. Difficile donc de s'y bâtir un capital suffisant pour en faire son principal gagne-pain. »

Voilà peut-être ce qui explique qu'au Québec aucun « gentleman-forestier » n'a la prétention de tirer la totalité de ses revenus de la forêt. C'est du moins ce qui ressort d'une étude sur le profil des propriétaires de terrains boisés menée par le Service canadien des forêts et la Fédération des producteurs de bois du Québec. Seulement un peu plus de 30 % des propriétaires souhaitent en tirer un revenu d'appoint. Les autres n'y voient qu'un loisir.

Un loisir qui n'est pas sans risques. Invasion d'insectes et feux de forêt peuvent tout ravager d'un seul coup, anéantissant le travail d'une vie. Sans compter que depuis 10 ans, un nouvel ennemi menace : le verglas. « La dernière fois, j'ai été épargné, dit Yvon Desrosiers, mais je connais des propriétaires de terrains boisés qui ont tout perdu. Nous en sommes restés marqués. »

(Source : DANIEL CHRÉTIEN, *L'actualité*, vol.34, no.16, 5 octobre 2009)

ACTEURS CONCERNÉS

AMFE, propriétaires forestiers, groupements forestiers, SPBE

À DISCUTER

- Pensez-vous que laisser le soin des forêts aux producteurs privés est une bonne affaire?
- Comment faire pour améliorer le rendement de la matière ligneuse?
- Que faire pour éviter que les éléments naturels ravagent les forêts des citoyens, eux qui mettent autant d'effort dans leur boisé? Ne pourrait-on pas aider leur situation?



Source : stock.xchng



CHANGEMENT climatique

Les forêts au cœur de la question

PAR AUDE TOUSIGNANT, ing.f. et PIERRE BERNIER, ing.f., Ph. D.

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le changement climatique désigne une variation statistiquement significative de l'état moyen du climat ou de sa variabilité qui persiste pendant de longues périodes (généralement, pendant des décennies ou plus). Les scientifiques ont démontré qu'un changement climatique se produit réellement. Il est principalement explicable par l'activité humaine (voitures, usines, changements dans l'affectation des terres, etc.) qui génère des quantités importantes de gaz à effet de serre, dont le dioxyde de carbone (CO_2). L'effet de serre est un phénomène naturel qui maintient une température idéale à la surface de la Terre pour y permettre la vie. C'est l'excès de ces gaz qui nuit à l'équilibre climatique de la planète.

L'augmentation de la température : BÉNÉFIQUE POUR L'ARBRE?

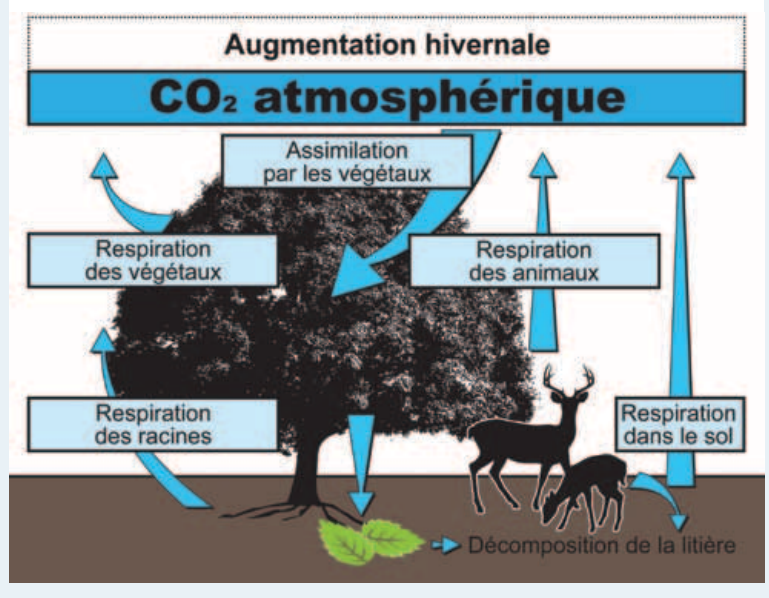
Au cours du présent siècle, une hausse des températures moyennes de 1,4 à 5,8 °C est appréhendée. Un tel changement affectera la croissance forestière et le fonctionnement des écosystèmes. Bien que les chercheurs supposent un effet bénéfique causé par l'allongement de la saison de croissance et par la plus grande disponibilité de gaz carbonique, ils s'attendent aussi à des effets négatifs, dont une plus grande fréquence des épidémies d'insectes (naturels ou exotiques), de sécheresse et d'incendies forestiers, ainsi qu'un plus grand impact des maladies.

Les forêts : PUIITS OU SOURCES DE CARBONE?

Dans la problématique du changement climatique, la capacité des forêts à emmagasiner le carbone est souvent mentionnée. Selon qu'elles emmagasinent plus de carbone qu'elles en libèrent ou inversement, les forêts sont des puits ou des sources de carbone. Selon des chercheurs du SCF, pour la période 1990-2005, la forêt canadienne a généralement été un puits de carbone. Évidemment, durant certaines années où il y a eu beaucoup de feux de forêt ou d'épidémies d'insectes, elle a été une source de carbone. Les chercheurs travaillent à développer des modèles pour prédire dans quelle mesure les forêts seront des puits ou des sources de carbone. Ces modèles comportent une part d'incertitude qui vient de celle à prédire les superficies qui seront brûlées ou dévastées par des insectes ou des maladies.

Le cycle du CARBONE

Le cycle du carbone correspond aux échanges de carbone (dont le CO_2) entre l'atmosphère, la biosphère, les océans et la lithosphère. Au niveau des forêts, l'arbre agit à l'inverse des humains et des animaux : il prend le CO_2 de l'atmosphère et rejette de l'oxygène. Par le processus de photosynthèse, l'arbre transforme le CO_2 en bois, en feuilles et en racines. Lorsqu'un arbre brûle ou se décompose, le CO_2 qu'il contient retourne dans l'atmosphère.





Le bilan du carbone SUR UN PARTERRE DE COUPE

Lors de la récolte forestière, de 40 à 60 % du carbone des arbres demeure en forêt. Après la coupe, les racines, les branches et les feuilles laissées sur le parterre de coupe se décomposent à des vitesses variables. Cette décomposition entraîne le rejet d'une quantité de CO₂ dans l'atmosphère. À l'opposé, la régénération qui se rétablit capte du CO₂ de l'atmosphère. En forêt boréale, il faut de 10 à 15 ans pour que le parterre de coupe capte plus de carbone qu'il n'en rejette, et jusqu'à 25 ans pour que la croissance forestière compense pour les pertes par décomposition à la suite de la coupe. Les mêmes chiffres s'appliquent aux sites brûlés.

La forêt, PLUS QU'UN ENSEMBLE DE PEUPELEMENTS

Dans son rapport 2009 sur l'état des forêts au Canada, Ressources naturelles Canada indique que moins de 1 % de la forêt canadienne est récoltée au cours d'une année. Cette récolte, en ciblant les peuplements matures, tend à rajeunir le paysage forestier et à en réduire le contenu en carbone. Réduire la récolte de bois pourrait donc à priori aider les forêts à séquestrer plus de carbone, mais l'impact réel d'une telle mesure risque en fait d'être négatif. Pourquoi?

D'une part, une certaine quantité de carbone est emmagasinée dans les produits forestiers comme le bois d'œuvre. Le carbone qui se trouve ainsi capturé ne sera libéré qu'à la destruction du produit, une période de longueur variable selon la durée de vie des produits et la réutilisation de la fibre. Qui plus est, l'utilisation du bois des déchets de démolition et des résidus de coupe comme bioénergie permet d'éviter des émissions de combustibles fossiles.

D'autre part, les analyses de cycle de vie démontrent que la fabrication de produits structuraux en bois demande moins d'énergie que la fabrication de produits équivalents en béton ou en acier. Par le fait même, leur utilisation réduit les émissions globales de CO₂. Dans le futur, l'usage accru de bioproduits qui proviennent du bois pourra jouer le même rôle en évitant la consommation de produits à base de combustibles fossiles.

La forêt n'est donc pas un réservoir passif de carbone et son impact sur le cycle global du carbone doit considérer l'emploi de ses produits en réponse aux demandes sociales.

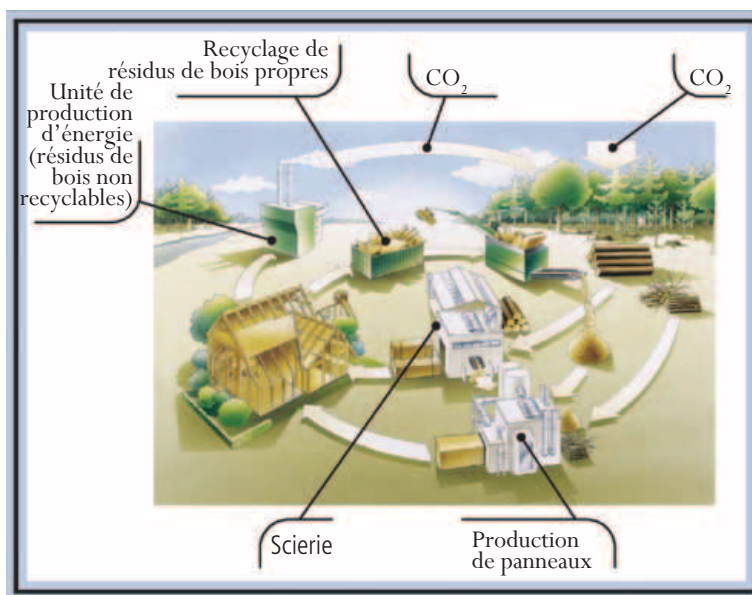
Que peuvent faire les INTERVENANTS DU MONDE FORESTIER?

Devant l'ampleur et la complexité du phénomène du changement climatique, il convient de se demander dans quelle mesure les forestiers peuvent exercer une influence. Comment le choix de pratiques d'aménagement forestier peut-il réduire les émissions de CO₂? Voici quelques idées : minimiser la perturbation de la forêt lors de la récolte, réduire la largeur des routes forestières et contribuer au rétablissement rapide de la régénération.

Les prochains articles porteront sur l'influence du changement climatique sur la productivité forestière, sur les feux et sur l'adaptation des essences forestières au changement climatique.

Références

Sources : Pierre Bernier, chercheur scientifique (RNCAN) paru dans le Progrès forestier, été 2010.



Source : Lutte contre le changement climatique : Utilisez le bois!, CEI-Bois / EFP

ACTEURS CONCERNÉS

AMFE, municipalités, Domtar, Groupements forestiers, MRNF, Propriétaires forestiers et Corridor Appalachien

À DISCUTER

- Comment pourrions-nous ralentir le réchauffement climatique?
- Si l'on cesse d'utiliser du bois, vers quels matériaux devons-nous nous tourner? Ces matériaux sont-ils vraiment moins polluants?